

Ganootamaage

EN septembre 1998, la collectivité autochtone de Winnipeg réalisera un rêve qu'elle nourrit depuis cinq ans quand les *Aboriginal Ganootamaage Justice Services of Winnipeg Inc.* commenceront à traiter des affaires pénales.

Fondé sur un modèle de déjudiciarisation urbain semblable, mis en œuvre à Toronto, « Ganootamaage » doit permettre de traiter une quinzaine d'affaires par mois à compter de septembre 1998.

Ce projet pilote de trois ans constituera le plus vaste programme urbain de déjudiciarisation au pays pour ce qui est du nombre et du genre d'affaires qui seront traités.

Le programme a pour objectif d'offrir des services juridiques plus efficaces aux peuples autochtones, de réduire le taux d'incarcération et la récidive chez les peuples autochtones ainsi que de renforcer la sécurité publique.

Cours sur la justice alternative

«*MANAGING Alternative Justice Systems*», un cours qui est probablement unique en son genre au pays, s'étale sur treize semaines et sera offert pour la troisième année consécutive à l'Université de Lethbridge, en Alberta.

Une classe moyenne de 12 à 15 étudiants examinera les questions liées à l'élaboration de systèmes de justice alternative au Canada et se penchera principalement sur les modifications que l'on apporte actuellement dans les collectivités autochtones.

La professeure, M^{me} Kate Chiste, indique que chaque étudiant doit examiner une initiative juridique distincte et analyser sa recherche de façon exhaustive, de l'enquête communautaire initiale aux résultats que cette initiative a donnés.

En outre, M^{me} Chiste déclare que ce cours offre aux étudiants la rare occasion de mettre en pratique ce qu'ils ont appris.

«Les étudiants peuvent mettre à profit dans leurs collectivités les idées et les exemples exposés dans ce cours», dit M^{me} Chiste, qui a déjà vu des étudiants en faire autant.

Personne-ressource : M^{me} Kate Chiste (403) 329-2139

Pour ce faire, on ordonnera à certains contrevenants de suivre des programmes de ressourcement au lieu de les envoyer en prison.

Les aînés prendront part à tous les aspects de ce programme et tiendront des séances d'apprentissage au « sweatlodge » dont on a fait donation en vue de la réalisation de ce projet.

Situé près des limites de Winnipeg, le « sweatlodge » abrite des tipis construits par des membres de la Native Brotherhood, dans l'établissement fédéral avoisinant de Stony Mountain.

Le ministère de la Justice du Manitoba et le ministère fédéral de la Justice fournissent les fonds nécessaires pour ce programme, qui s'élèvent à 2,5 millions de dollars.

Personne-ressource :
Kathy Mallet (204) 943-3342

La Conférence des Femmes autochtones du Québec

L'ILLUSTRE auteur Rupert Ross et M. Eduardo Duran, psychiatre d'Albuquerque (Nouveau-Mexique), sont quelques-unes des personnes qui prendront part à la Conférence Pimadiziwin de 1998, tenue par les Femmes autochtones du Québec Inc.

On estime qu'au moins 600 personnes provenant des quatre coins du pays assisteront à cette conférence, qui est prévue pour les 11, 12 et 13 novembre 1998.

Les points à l'ordre du jour comprennent divers aspects de la justice communautaire, les services aux victimes et les services de ressourcement. En outre, un représentant du Fonds de ressourcement pour les Autochtones fera le point sur le programme et répondra aux questions des participants.

L'organisatrice de la conférence, Christine Sioui, déclare que celle-ci est destinée à tous les peuples autochtones ainsi qu'à ceux qui fournissent des services juridiques aux peuples et collectivités autochtones.

Personne-ressource :
Christine Sioui (514) 954-0512

Mary Tobin Oates, nouvelle coordonnatrice nationale du RJA

À TITRE de nouvelle coordonnatrice nationale du RJA, j'anticipe avec plaisir de collaborer avec les nouveaux comités d'anciens et comités consultatifs afin d'amorcer la prochaine étape du travail du Réseau de la justice autochtone (RJA).

Nous avons connu un été assez chargé, durant lequel nous avons établi de nouveaux comités. Puisque cette tâche a été accomplie, l'année prochaine promet d'être excitante. En ma qualité

d'Inuk vivant en milieu urbain et d'avocat, j'ai hâte de faire fond sur les relations que nous avons établies avec divers groupes d'intervenants. Cependant, un nombre croissant de groupes, d'institutions et de personnes partagent notre vision quant à la nécessité d'élaborer des processus judiciaires mieux adaptés à la culture autochtone. Par conséquent, nous espérons établir un grand nombre de nouveaux

Mise à jour sur le Guide de conférence de la GRC

LA Division de la police des Autochtones de la GRC a le regret d'informer les lecteurs de LIEN d'un délai de production du *Forum de justice communautaire, Guide canadien des ressources*.

Cette publication est actuellement en cours de révision et pourra être distribuée dans quelques mois.

La GRC remercie tous ceux qui ont répondu au dernier article et leur fera savoir quand le guide sera prêt. Veuillez noter que le guide n'est qu'un outil d'une trousse de formation plus vaste et que, pour assurer la continuité de la formation, seuls les participants au processus de formation forum/conférence pourront se procurer le guide.

Personne-ressource : Cpl Doug Reti (613) 993-8442

Camp culturel de la faculté de droit de la Colombie-Britannique

LA réserve Tsartlip, située dans l'île de Vancouver, sera transformée en un centre d'apprentissage pratique en octobre, période à laquelle une cinquantaine d'étudiants en droit, d'avocats, de juges et de policiers vivront selon les coutumes des Salishs de la côte pour quatre jours.

La faculté de droit de l'Université de Victoria s'occupe de l'organisation du camp de sensibilisation à la culture autochtone. Ce camp réunit, pour la troisième année consécutive, des professionnels du milieu de la justice et des étudiants et leur permet d'en apprendre davantage sur les Salishs et sur leur mode de vie traditionnel.

Pour la première fois cette année, les aînés de la réserve ont invité les campeurs à séjourner à la maison-longue, le lieu le plus sacré de la réserve.

L'organisatrice, M^{me} Anne Roberts, indique que le camp a pour objectif de fournir aux participants l'occasion de discuter avec les aînés des mesures qu'il faut prendre pour que le système de justice réponde mieux aux besoins des Premières nations du Canada.

Les activités prévues comprennent la conservation de sueries, des excursions en canot, le fumage de saumons et des baignades dans l'océan.

Les organisateurs espèrent que ce camp incitera d'autres facultés de droit du pays à élaborer des initiatives de formation culturelle semblables.

Personne-ressource : Anne Roberts (250) 370-0395

partenariats l'an prochain.

Bien entendu, nous continuerons d'échanger de l'information et des idées par les moyens de communication traditionnels et nous ne perdrons pas de vue notre page Web, qui est actuellement en voie d'élaboration!

Nous vous fournirons bientôt notre adresse Internet ainsi que le nom des membres des nouveaux comités.

